



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° IC-23-118

portant autorisation environnementale

Société ARGEVAL à ARGENTEUIL

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation, enregistrement ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 de ce même code ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11734 du 6 février 2014 autorisant la société ARGEVAL à poursuivre l'exploitation de l'installation de combustion située 17, Rue de l'Angoumois sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL et imposant des prescriptions techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-23-094 du 1^{er} août 2023 prolongeant le délai de la phase de décision de la demande d'autorisation environnementale déposée par société ARGEVAL à ARGENTEUIL ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu la demande du 4 février 2022, complétée le 11 octobre 2022, présentée par la société ARGEVAL dont le siège social est situé 3, Rue Ambroise Croizat à ARGENTEUIL, à l'effet d'obtenir l'autorisation de procéder au remplacement de deux générateurs présents sur le site de la chaufferie qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL – 17, rue de l'Angoumois, par deux générateurs plus puissants ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis du 8 décembre 2022 de l'autorité environnementale émis par la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France (MRAe) ;

Vu la décision du 19 janvier 2023 du président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-22-009 du 22 février 2023 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande précitée pour une durée de 32 jours du 27 mars au 27 avril 2023 inclus sur le territoire des communes d'ARGENTEUIL - MONTIGNY-LÈS-CORMEILLES – CORMEILLES-EN-PARISIS – FRANCONVILLE – SANNOIS - LA FRETTE-SUR-SEINE - BEZONS (Val-d'Oise) – HOUILLES – MAISONS-LAFFITTE - SARTROUVILLE – SAINT-GERMAIN-EN-LAYE et ACHÈRES (Yvelines) ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes précitées ;

Vu la publication de l'avis de consultation du public publié les 8 et 29 mars 2023 dans deux journaux locaux ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur du 31 mai 2023 ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal des communes d'ARGENTEUIL et de BEZONS ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le rapport du 2 octobre 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu le courriel du 15 septembre 2023 par lequel l'inspection des installations classées a adressé à la société ARGEVAL le projet d'arrêté d'autorisation environnementale, accompagné des prescriptions techniques applicables au site et lui accordant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu le courriel de l'exploitant du 21 septembre 2023 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions précités ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-39 du code de l'environnement, le préfet a transmis pour information, la note de présentation non technique de la demande d'autorisation environnementale ainsi que les conclusions motivées du commissaire enquêteur aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant qu'en l'absence de mise en œuvre des dispositions de l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement, la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requise ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société ARGEVAL est autorisée à procéder au remplacement de deux générateurs présents sur le site de la chaufferie qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL – 17, rue de l'Angoumois, par deux générateurs plus puissants et à poursuivre l'exploitation de l'installation de combustion dont le classement est établi ci-dessous :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- Deux générateurs fonctionnant au gaz naturel de 19,2 MW - Un générateur fonctionnant au gaz naturel de 15 MW - Un générateur fonctionnant au gaz naturel de 8 MW	61,4 MW	A

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 2 – Les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société ARGEVAL pour l'exploitation de l'installation de combustion précitée.

Article 3 – En cas de non-respect des dispositions des prescriptions techniques annexées au présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 – L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Article 5 - Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'ARGENTEUIL et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie d'ARGENTEUIL pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d'ARGENTEUIL fait connaître par procès-verbal adressé à la préfecture du Val-d'Oise – direction de la coordination et de l'appui territorial – bureau de la coordination administrative – section des installations classées, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté est également adressé à chaque conseil municipal consulté.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – 95027 – Cergy-Pontoise :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

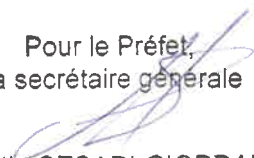
Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 7 – La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France et les maires d'ARGENTEUIL - MONTIGNY-LÈS-CORMEILLES – CORMEILLES-EN-PARISIS – FRANCONVILLE – SANNOIS - LA FRETTE-SUR-SEINE - BEZONS (Val-d'Oise) – HOUILLES – MAISONS-LAFFITTE - SARTROUVILLE – SAINT-GERMAIN-EN-LAYE et ACHÈRES (Yvelines) sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **06 OCT. 2023**

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale


Laetitia CESARI-GIORDANI

Société ARGEVAL

à ARGENTEUIL

**Prescriptions techniques annexées
à l'arrêté préfectoral d'autorisation
environnementale
du 6 octobre 2023**

SOMMAIRE

1	PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	2
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	2
1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	2
1.2	Nature des installations.....	2
1.3	Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	3
1.4	Durée de l'autorisation et Cessation d'activité.....	3
1.4.1	Cessation d'activité et remise en état.....	3
1.4.2	Équipements abandonnés.....	3
1.5	Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	3
1.6	Objectifs généraux.....	4
1.7	Consignes.....	4
1.8	PRESCRIPTION D'UNE ÉTUDE DE RÉCUPÉRATION DE CHALEUR FATALE.....	5
2	PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	5
2.1	Conception des installations.....	5
2.1.1	Conduits et installations raccordées.....	5
2.1.2	Conditions générales de rejet.....	5
2.2	Limitation des rejets.....	6
2.2.1	Dispositions générales.....	6
2.2.2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	6
2.3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	7
2.3.1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	7
2.3.2	Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	8
3	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	8
3.1	Prélèvements et consommations d'eau.....	8
3.1.1	Origine des approvisionnements en eau.....	8
3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	9
3.3	Limitation des rejets.....	10
3.3.1	Caractéristiques des rejets externes.....	10
3.4	Surveillance des rejets.....	12
3.5	Dispositions applicables aux établissements relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE, ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.....	12
4	PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	12
4.1	Limitation des niveaux de bruit.....	12
4.1.1	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	13
4.2	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	13
5	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	13
5.1	Conception des installations.....	13
5.1.1	Dispositions constructives et comportement au feu.....	13
5.1.2	Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	14
5.1.3	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	14
5.1.4	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	14
5.2	Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	15
5.2.1	Localisation des risques.....	15
5.2.2	Dispositions générales.....	15
5.2.3	Domaine de fonctionnement sur des procédés.....	15
5.3	Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt	

momentané.....	15
5.4 SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION.....	16
6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	16
6.1 Conception des installations.....	16
6.2 Production de déchets tri, recyclage et valorisation.....	16

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

L'entreprise Argeval, SIRET 521 776 302 000 23, dont le siège social est situé au 3, Rue Ambroise Croizat 95100 ARGENTEUIL est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'Argenteuil, au 17, Avenue de l'Angoumois (coordonnées Lambert 93 X=.642,01 et Y=6 873,34), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	Superficie
Argenteuil	681 section CS	3451 m ²

La présente autorisation tient lieu de :

- Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L. 229-6 du Code de l'environnement ;

L'installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R. 229-5 du Code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
Combustion	le dioxyde de carbone

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- Deux générateurs fonctionnant au gaz naturel de 19,2 MW - Un générateur fonctionnant au gaz naturel de 15 MW - Un générateur fonctionnant au gaz naturel de 8 MW	61,4 MW	A

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LCP.

L'usage d'autres combustibles que le gaz naturel est interdit.

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : industriel.

1.4.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et

maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation ;

- il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

1.7 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normales, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

1.8 PRESCRIPTION D'UNE ÉTUDE DE RÉCUPÉRATION DE CHALEUR FATALE

L'exploitant est tenu de réaliser, sous 18 mois à compter de la date de parution du présent arrêté, une étude technico-économique étudiant la possibilité de récupérer, dans des conditions techniques et économiques acceptables, des gisements de chaleur fatale provenant d'établissements industriels situés dans un rayon de 2 km autour du site.

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Générateur 1	19,2 MW	Gaz naturel	Tubes de fumées - Bas NOx
Conduit N° 2	Générateur 2	19,2 MW	Gaz naturel	Tubes de fumées - Bas NOx
Conduit N° 3	Générateur 3	15 MW	Gaz naturel	Tubes de fumées - Bas NOx
Conduit N° 4	Générateur 4	8 MW	Gaz naturel	Tubes de fumées - Bas NOx

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Température de rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	41 m	0,95	204 °C	19871	8
Conduit N° 2	41 m	0,95	204 °C	19871	8
Conduit N° 3	41 m	0,95	180 °C	19622	8
Conduit N° 4	41 m	0,7	180 °C	10465	8

Le site est muni de deux cheminées : une première cheminée de 41 m commune à la chaudière gaz de 15 MW et à la chaudière gaz de 8 MW (conduits n° 3 et n° 4), une seconde cheminée de 41 m commune aux deux chaudières gaz de 19,2 MW (conduits n° 1 et n° 2).

2.2 LIMITATION DES REJETS

2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre leur bonne diffusion. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Paramètre	Concentration mg/Nm ³				Flux (t/an)
	Générateur n°1	Générateur n°2	Générateur n°3	Générateur n°4	
Poussières, y compris particules fines	5	5	5	5	1,51
SO ₂	35	35	35	35	10,6
NO _x en équivalent NO ₂	60	60	100	100	23,3
CO	15	15	40	40	7,8
COVNM	50	50	50	50	15,1
HAP	0,01	0,01	0,01	0,01	3*10 ⁻³
Cd + Hg + Tl et leurs composés	0,1	0,1	0,1	0,1	3*10 ⁻²
As + Se + Te et leurs composés	1	1	1	1	0,3
Pb et ses composés	1	1	1	1	0,3

Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn et leurs composés	5	5	5	5	1,51
--	---	---	---	---	------

2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de ses rejets dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	continu	trimestrielle
O ₂	continu	trimestrielle
Poussières	semestriel	annuel
SO ₂	semestriel	annuel
NO _x	continu	trimestrielle
CO	continu	trimestrielle

2.3.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (en m ³ /an)
Réseau d'eau	Réseau d'adduction en eau potable de la ville d'Argenteuil	3300

3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées industrielles,
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- eaux pluviales non polluées.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet internes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Point N°1	Eaux vannes	-	Réseau public d'assainissement de la ZAC Chemin Vert puis station d'épuration d'Achères
Point N°2	Eaux résiduaires	Bassin de rétention 220 m ³	
Point N°3	Eaux pluviales non polluées (toiture)	Bassin de rétention 220 m ³	
Point N°4	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voirie)	Séparateur d'hydrocarbures puis bassin de rétention 220 m ³	

Ces effluents sont ensuite dirigés en deux points situés au niveau portail de sortie (dans le périmètre interne du site) avant rejet dans le réseau public d'assainissement :

- un point « eaux pluviales »,
- un point « eaux résiduaires et eaux vannes ».

Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 LIMITATION DES REJETS

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents respectent les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;

- la température des effluents rejetés est inférieure à 30°C.
- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mgPt/l.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). Le débit maximal rejeté journalier est de 100 m³/j.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MES)	1305	30	0,3
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125	1,25
Demande biologique en oxygène au bout de 5 jours (DBO5)	1313	30	0,3
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10	0,1
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,025	2,5*10 ⁻⁴
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,05	5*10 ⁻⁴
Phosphore total	1350	10	0,1
Azote global comprenant azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	30	0,3
Cadmium et ses composés	1388	0,05	5*10 ⁻⁴
Plomb et ses composés	1382	0,025	2,5*10 ⁻⁴
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	0,02	2*10 ⁻⁴
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,05	5*10 ⁻⁴
Halogène organique adsorbable (AOX)	1106	0,5	5*10 ⁻³
Cuivre et ses composés	1392	0,05	5*10 ⁻⁴
Sulfates	1338	2000	20
Sulfites	1086	20	0,2
Sulfures	1355	0,2	2*10 ⁻³
Ions fluorure (en F-)	7073	30	0,3
Zinc et ses composés	1383	0,8	8*10 ⁻³

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voirie), respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
Matières en suspension (MES)	30
Demande chimique en oxygène (DCO)	125
Demande biologique en oxygène au bout de 5 jours (DBO5)	30
Hydrocarbures totaux (HCT)	5

3.4 SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les paramètres visés par l'arrêté préfectoral par un laboratoire d'analyse agréé.

S'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, le laboratoire d'analyse devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées annuellement et sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions du présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de déclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, dans les délais prescrits par le présent arrêté.

3.5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS RELEVANT DES RUBRIQUES 3000 À 3999 DE LA NOMENCLATURE ICPE, AINSI QUE LES INSTALLATIONS OU ÉQUIPEMENTS S'Y RAPPORTANT DIRECTEMENT, EXPLOITÉS SUR LE MÊME SITE, LIÉS TECHNIQUEMENT À CES INSTALLATIONS ET SUSCEPTIBLES D'AVOIR DES INCIDENCES SUR LES ÉMISSIONS ET LA POLLUTION

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

L'exploitant devra solliciter l'autorisation explicite du préfet avant d'opérer toute activité impliquant l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

4.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

4.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Local	Hall 1	Hall 2
Année de construction	1989	2014
Equipements	Nouvelles chaudières (2 x 19,2 MW)	Chaudières existantes (15 MW et 8 MW)
Dimensions (longueur x largeur)	17,02 m x 16,92 m	17,04 m x 16 m
Hauteur sous plafond	5,7 m	5,7 m
Nature des parois	Bac acier double peau REI 15 pour les façades Nord, Sud et Ouest Béton REI 120 pour la façade Est (mur séparatif avec le hall 2)	Béton REI 120
Nature du sol	Dalle béton	Dalle béton
Nature de la toiture	Bardage métallique (surface d'événements)	Béton

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2 Désenfumage

Le bâtiment est équipé de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés, à commande manuelle. La superficie des exutoires de désenfumage, représente 2 % de la surface au sol du bâtiment, soit : 6 m² pour le hall 1 ; 5 m² pour le hall 2.

La commande manuelle des exutoires est installée en deux points opposés du bâtiment de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues de secours.

5.1.3 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement.

5.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage, même en dehors des heures d'exploitation et

d'ouverture de l'installation. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin.

Les portails intérieurs doivent pouvoir être ouverts sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ceux-ci.

5.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Le confinement des eaux d'extinction incendie est assuré par la présence d'un bassin d'un volume minimal disponible de 142 m³, constitué d'une partie « à ciel ouvert » à l'Est du hall 2 de la chaufferie gaz et d'une partie enterrée sous le hall 2 et associée à une pompe de relevage manuelle.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées dans des conditions conformes au présent arrêté, notamment son article 3.3.1, et doivent avoir préalablement fait l'objet des mesures et analyses des paramètres mentionnés dans ce même article. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition des installations classées.

En cas de non-respect des valeurs définies au 3.3.1, les eaux d'extinction sont évacuées vers les filières de traitement des déchets adaptées.

5.2 DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

5.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

5.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

5.2.3 Domaine de fonctionnement sur des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

5.3 CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ

Les conditions d'exploitation de l'installation en période de démarrage et d'arrêt des chaudières gaz sont définies dans le tableau ci-dessous.

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Charge minimale pour une production stable au réseau (fin de la phase de démarrage)	Seuil de charge minimum à maintenir en période d'arrêt
1	Générateur gaz	19,2	15 % de la puissance nominale soit 2,88 MW	15 % de la puissance nominale soit 2,88 MW
2	Générateur gaz	19,2	15 % de la puissance nominale soit 2,88 MW	15 % de la puissance nominale soit 2,88 MW
3	Générateur gaz	15	15 % de la puissance nominale soit 2,25 MW	15 % de la puissance nominale soit 2,25 MW
4	Générateur gaz	8	15 % de la puissance nominale soit 1,2 MW	15 % de la puissance nominale soit 1,2 MW

5.4 SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise. Dans ce cas, une télésurveillance des installations est assurée par un report d'alarmes relié à une permanence téléphonique en capacité de faire appel à du personnel qualifié, lui-même en capacité d'intervenir rapidement sur le site. Le responsable de l'établissement prend toutes les dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir sur les lieux en cas de besoin.

6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

L'élimination des déchets se fait via les filières dédiées.

6.2 PRODUCTION DE DÉCHETS TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	Déchets Industriels Banals (DIB)	20 03 01
	Cartons	15 01 01
Déchets non dangereux	Aérosols	16 05 04*
	Emballages vides souillés hors acides et comburants	15 01 10 *
	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	13 05 07*
	Mélange de déchets de séparateur	13 05 08*
	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	13 05 02*